

Et, à l'OEA, les pays membres chercheront des moyens de favoriser la sécurité dans l'hémisphère et traiteront de sujets comme la prolifération des armes nucléaires et conventionnelles.

Tout ça pour dire qu'à l'aube du XXI^e siècle, la condition humaine, les droits de la personne, la sécurité et la paix, ne sont plus l'affaire exclusive des États-nations - ils sont maintenant aussi l'affaire de la communauté internationale. D'ailleurs, cette philosophie est de plus en plus évidente dans les gestes posés par des organismes non gouvernementaux tel Médecins sans frontières.

Voilà une des raisons pour lesquelles la promotion du bon gouvernement et des droits de la personne est une des priorités de la politique étrangère du Canada. Il ne s'agit pas d'imposer notre système politique ou judiciaire, mais plutôt de promouvoir des valeurs universelles, telles que définies dans la Charte des Nations Unies.

Pourquoi? Parce que le respect de telles valeurs fait en sorte que les citoyens de quelque pays que ce soit ont des options et des recours pacifiques. Bref, elles assurent la force de la loi plutôt que la loi du plus fort.

Ces valeurs sont d'autant plus importantes que l'ordre international, et les centres de pouvoir économique et politique sont en pleine évolution. Elles doivent nous guider, nous servir de principes directeurs, au moment où nous naviguons sur les eaux agitées et incertaines de la fin du siècle. De nos jours, il y a plus de points d'interrogation que de points d'exclamation dans le texte de la politique étrangère.

Par exemple, dans nos efforts pour assurer la paix et la sécurité internationales dans le monde et promouvoir des valeurs universelles, combien sommes-nous prêts à payer? Dans nos efforts pour promouvoir le bon gouvernement et les droits de la personne, et améliorer notre environnement, comment allons-nous réconcilier valeurs universelles et souveraineté nationale? Dans nos efforts pour rendre plus efficaces que jamais les Nations Unies comme instrument de paix et de progrès social et économique, jusqu'à quel point sommes-nous prêts à engager nos ressources humaines et financières et à assumer nos responsabilités internationales?

Une chose est certaine, bien que le Canada n'ait ni les moyens, ni le pouvoir de régler tous les différends, de corriger toutes les injustices ou de nourrir tous les affamés du monde entier, nous devons continuer à rester fidèles aux valeurs qui inspirent notre politique étrangère, à savoir :

- la promotion et la protection des droits individuels fondamentaux de la personne;